

## Hu Jintao en Afrique: pragmatisme économique, au Soudan comme ailleurs



Le président chinois Hu Jintao (D) et son homologue mozambicain Armando Guebuza, le 8 février 2007 à Maputo  
© AFP Ferhat Momade

JOHANNESBURG (AFP) - samedi 10 février 2007 - 11h53 - La troisième tournée africaine du président chinois Hu Jintao depuis son arrivée au pouvoir a été marquée par un pragmatisme économique à chacune de ses huit étapes, y compris au Soudan où certains attendaient une plus grande implication diplomatique.

L'annonce de la visite de M. Hu à Khartoum avait fait naître de fortes attentes sur la possibilité d'une nouvelle approche chinoise. Grand consommateur de matières premières et d'énergie, le géant asiatique apparaît soucieux de soigner son image sur un continent où son offensive économique, qualifiée par ses détracteurs de "néo-coloniale", ne fait pas l'unanimité.

Mais les espoirs que Pékin, qui absorbe près des deux tiers de la production pétrolière du Soudan, se décide à peser de manière décisive sur le conflit au Darfour en usant de son influence sur Khartoum ont été déçus.

La communauté internationale a tenté, sans succès jusqu'ici, de convaincre le chef de l'Etat soudanais Omar el-Béchir d'accepter une mission de l'ONU, ou au moins une force hybride ONU-Union africaine, pour remplacer ou renforcer la mission africaine déployée au Darfour, mal équipée et sous-financée.

Dans le prolongement direct du sommet sino-africain de Pékin de novembre, Hu Jintao a multiplié les annonces: annulation totale ou partielle de dettes, dons ou prêts à taux préférentiels, exonération de taxes pour certains produits à destination de la Chine, lancement de programmes de construction d'infrastructures (routes, hôpitaux, écoles).

Le président chinois s'est par exemple engagé sur la construction d'un nouveau stade national de football au Mozambique ou de la future Assemblée nationale aux Seychelles.

Revendiquant haut et fort une "coopération pragmatique", il a réfuté toute idée de "néo-colonialisme". "La Chine ne fera assurément rien qui puisse nuire aux intérêts de l'Afrique et de ses peuples", a-t-il assuré.

L'Afrique du Sud, puissance économique et diplomatique du continent, a apporté un soutien appuyé, jugé excessif par certains journaux locaux, à cette offensive chinoise.

"L'implication grandissante de la Chine sur le continent représente une opportunité pour une contribution précieuse au développement et à la croissance de l'Afrique", a déclaré sans détours le vice-ministre sud-africain des Affaires étrangères, Aziz Pahad.

Mais la démarche de Pékin sur le continent le plus pauvre de la planète n'a pas fait l'unanimité.

C'est en Zambie, où les sentiments anti-chinois sont à vif, que la contestation a été la plus forte.

Craignant des manifestations hostiles, le chef de l'Etat a annulé une visite dans une mine de cuivre dirigée par des Chinois où 50 Zambiens sont morts dans une explosion en 2005.



Le président Thabo Mbeki (D) et son homologue chinois Hu Jintao à Pretoria le 6 février 2007  
© AFP Jacoline Prinsloo

Pourtant, c'est dans ce pays que M. Hu a fait les annonces les plus significatives: 800 millions de dollars d'investissements dans les mines de cuivre de la zone de développement de Chambeshi (nord), mise en place d'une "zone économique spéciale". Mais cette série d'annonces n'a pas suffi à convaincre, loin s'en faut.

"Nous sommes toujours très inquiets et convaincus que ces investissements ne bénéficieront pas à la Zambie (...) à moins d'un changement profond de politique. Sans cela, la Chine exploitera simplement les ressources naturelles zambiennes sans aucune valeur ajoutée pour l'économie", a déclaré Rayford Mbulu, président du Syndicat des mineurs de Zambie.

L'absence du Zimbabwe dans cette tournée africaine a constitué un camouflet pour son président Robert Mugabe, mis à l'index par les puissances occidentales et qui a fait de sa coopération avec "l'est", et la Chine en particulier, un axe majeur de sa politique.

© 2007 AFP. Tous droits de reproduction et de représentation réservés.